

Les crédits

Troisièmement, le gouvernement fédéral a réduit le taux de croissance des paiements de transfert aux provinces pour le financement des programmes établis et au titre d'autres programmes fédéraux-provinciaux. Cela a coûté annuellement à la province d'Ontario des centaines de millions de dollars par rapport à ce qu'elle devait recevoir.

Je sais que dans ma province de Saskatchewan, une province très modeste avec son million d'habitants, la diminution du montant des paiements de transfert nous a coûté, rien que pour la présente année financière, plus de 500 millions de dollars que notre province aurait dû recevoir mais qu'elle ne recevra pas à cause de la réduction du taux de croissance des paiements de transfert aux provinces.

Voilà pourquoi l'économie ontarienne est chancelante. J'aimerais bien que les députés d'en face s'ouvrent les yeux et regardent la réalité en face. Depuis quatre ou cinq ans, le taux de croissance des paiements de transfert a diminué. Le gouvernement le reconnaît. Cela a compliqué les choses pour beaucoup de premiers ministres provinciaux, dont le premier ministre Wells à Terre-Neuve et le premier ministre Romanow dans ma province, et cela a touché également la Colombie-Britannique et l'Ontario, quoique pas aussi durement que certaines des provinces plus petites, mais elles en ont quand même souffert.

Ce sont donc là quelques-uns des problèmes avec lesquels les provinces sont maintenant aux prises, encore une fois par suite des politiques mises en oeuvre par le gouvernement fédéral, par les gens d'en face.

Or, le premier ministre Rae de l'Ontario se comporte de façon responsable en tâchant de résoudre ces problèmes. Il dit en effet qu'il doit mettre un frein à la hausse de la dette et du déficit dans sa province. N'oublions pas que dans les provinces, plus de la moitié de la dette est détenue à l'étranger, non par des Canadiens mais par des étrangers. Il faut donc remédier à cela, sinon il sortira de plus en plus d'argent du pays.

En Ontario, au moins, le premier ministre Rae se met à table avec les syndicats du secteur public et tâche de négocier ce qu'il faut faire. À Terre-Neuve, le premier ministre Wells ne l'a pas fait, il s'est contenté de décréter unilatéralement: «Voici ce que nous allons faire, que cela vous plaise ou non.» Au Manitoba, le premier ministre conservateur Filmon a annoncé un jour que les fonctionnaires provinciaux seraient tenus de prendre des jours de congé sans traitement. Encore une fois, cela n'a pas été

négocié, n'a pas fait l'objet de discussion avec les syndicats du secteur public. En Ontario du moins, le premier ministre Rae se met à table et discute avec les syndicats du secteur public, car ce sont eux qui parlent au nom des fonctionnaires. Il leur dit: «Écoutez, nous avons un grave problème en Ontario. Voici quelques idées touchant ce que nous devrions faire pour y remédier. Qu'en pensez-vous? Asseyons-nous et négocions un contrat social.»

Voilà en principe ce qu'il faut faire à mon avis. Ce n'est pas ce qu'ont fait le premier ministre Wells à Terre-Neuve, ni le premier ministre McKenna au Nouveau-Brunswick, ni même le premier ministre conservateur Garry Filmon au Manitoba.

Quand il s'agit de prendre des décisions difficiles, le Nouveau Parti démocratique se met à table et négocie avec les gens ordinaires de notre pays, selon la tradition établie par Tommy Douglas et Allan Blakeney dans ma province, et c'est exactement ce que cherche à faire le premier ministre Rae en Ontario et ce que Roy Romanow et le premier ministre Harcourt ont fait en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, une partie du problème avec le premier ministre Rae tient au fait qu'il n'a pas l'étoffe de Tommy Douglas et des autres qu'il a mentionnés. Mais on y reviendra un autre jour, dans le cadre d'un autre débat.

Nous débattons aujourd'hui d'une motion proposée par le député de Willowdale, qui fait valoir en gros que le whip en chef du gouvernement témoignait de la sagesse populaire des Canadiens quand il a qualifié le budget de honte, ce qui est effectivement le cas. Pourquoi est-ce une honte?

• (1150)

Les Canadiens ont été réduits à se préoccuper profondément de deux choses. La première consiste à garder son emploi ou à en trouver un. On connaît les effets de la récession et la réponse du gouvernement. C'est pourquoi le budget n'a pas de quoi nous réjouir, car il ne tient pas compte de notre principale préoccupation qui est qu'il n'y a pas assez d'emplois et que le gouvernement ne prend pas de mesures pour en créer.

La deuxième préoccupation des Canadiens, c'est le maintien d'un régime de soins de santé accessible à tous et pas trop coûteux. C'est ce qui ressort quand on en vient aux choses sérieuses. Quand un des principaux candidats à la direction du Parti conservateur, une députée de Vancouver, se prononce en faveur des tickets modérateurs, il faut songer à leur incidence sur les familles de la classe moyenne qui travaillent.